Persécutions et contributions forcées de la communauté chinoise

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Sook Ching

L'occupation frappa le plus durement la communauté chinoise de Singapour et de Malaisie. Comme nombre de ses membres avaient soutenu la Chine dans sa guerre contre le Japon par des collectes de fonds et des boycotts organisés par les dirigeants communautaires, l'armée japonaise considérait la communauté comme hostile. Trois jours après la capitulation, le 18 février 1942, les Japonais lancèrent une purge connue en chinois sous le nom de Sook Ching, « purge par l'épuration ». Les hommes chinois âgés de 18 à 50 ans furent convoqués dans des centres de filtrage. Ceux que la police militaire, la Kempeitai, et ses informateurs désignaient comme antijaponais étaient emmenés et fusillés. Sur la plage de Changi, 66 civils furent tués le 20 février 1942, et à Punggol quelque 300 à 400 civils le 23 février.[1]

Le nombre des victimes n'a jamais été établi. Le Japon affirma par la suite qu'il n'y avait pas eu plus d'environ 6 000 morts. Lee Kuan Yew avança le chiffre d'environ 70 000, qui incluait des victimes en Malaisie. Les estimations rétrospectives des

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

historiens vont d'environ 25 000 à 50 000 morts à Singapour même. Une déclaration sous serment faite après la guerre par un officier japonais, le lieutenant-colonel Hishakari Takafumi, indiquait que le plan prévoyait de tuer 50 000 Chinois.[2] L'écart entre ces chiffres fait lui-même partie de l'histoire, car il reflète le long refus de l'État japonais d'enquêter sur les massacres.

L'Overseas Chinese Association

Une fois les tueries terminées, l'administration militaire s'attacha à la subordination économique de la communauté. Elle créa la Syonan Overseas Chinese Association (Association des Chinois d'outre-mer de Syonan), qui tint sa première réunion au Goh Loo Club le 2 mars 1942. Le médecin et réformateur Lim Boon Keng, alors âgé, en devint le président.[3] L'association était présentée comme la représentante de la communauté chinoise. En pratique, elle transmettait les exigences japonaises et rendait les dirigeants de la communauté responsables de leur exécution.

Les dirigeants qui siégeaient dans l'association le faisaient sous la contrainte. Beaucoup avaient vu des amis et des proches emmenés lors des filtrages, et certains avaient eux-mêmes été détenus. Le fonctionnaire japonais Mamoru Shinozaki affirma plus tard avoir protégé des habitants chinois et eurasiens en délivrant des milliers de laissez-passer de « bon citoyen » (Good Citizen), mais son rôle reste contesté.[4] L'ambiguïté de la collaboration sous l'occupation allait marquer la vie politique d'après-guerre de la communauté chinoise et la carrière de plusieurs de ses dirigeants.

Le « don » de cinquante millions de dollars

La conséquence financière la plus directe pour la communauté fut l'exigence d'un « don » de 50 millions de dollars, que l'administration militaire japonaise imposa aux Chinois de Malaisie par l'intermédiaire de l'Overseas Chinese Association. L'échéance initiale était fixée au 20 avril 1942. Elle fut reportée d'abord au 20 mai, puis au 25 juin. L'association organisa la collecte sous la forme d'un prélèvement sur

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

la fortune. Les groupes dialectaux furent chargés d'évaluer mutuellement leurs patrimoines. Les personnes possédant des biens d'une valeur supérieure à 3 000 dollars furent imposées à 8 %.[5]

La totalité de la somme ne put être réunie à temps. Le 23 juin 1942, onze hommes d'affaires de Singapour, emmenés par Lim Boon Keng, signèrent un acte de nantissement (document of lien) en faveur de la Yokohama Specie Bank. Selon le National Heritage Board, les dirigeants chinois avaient réuni 28 millions de dollars et furent contraints d'emprunter le reste. Le prêt portait intérêt à 6 % par an et devait être remboursé dans un délai d'un an. Le 25 juin 1942, Lim Boon Keng remit la somme au général Yamashita.[6]

L'opération alliait l'extorsion aux formes de la finance : une banque japonaise prêtait aux victimes, avec intérêts et contre un nantissement signé par les dirigeants de la communauté, l'argent qu'elles étaient contraintes de verser à l'armée japonaise. Le nantissement exposait personnellement les dirigeants pour une dette qui ne servait aucun de leurs intérêts. L'un d'eux, le banquier Tan Ean Kiam, était resté à Singapour et avait été entraîné dans l'association pour gérer les affaires chinoises avec les Japonais. Il mourut en mars 1943, moins d'un an après la remise de la somme.[7] Pour l'histoire de la place financière, l'épisode rappelle que la richesse d'une communauté peut être prise en otage dès lors que la sécurité de ses membres est en jeu. Le « don » était une rançon versée par une communauté dont les hommes avaient été tués au cours des semaines précédentes.

Biens, épargne et dommages plus larges

La contribution forcée n'était que l'un des canaux par lesquels la communauté perdit sa richesse. Le rationnement, les réquisitions et l'achat en monopole des matières premières transféraient les biens aux Japonais à des prix fixés dans une monnaie en dépréciation. Les importations et exportations de denrées alimentaires passèrent à des sociétés japonaises, tandis que les grossistes et détaillants locaux avaient besoin d'une autorisation militaire pour poursuivre leur commerce. L'épargne détenue en banque ou en espèces perdit sa valeur avec la monnaie. Ceux qui avaient placé leur

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

épargne dans la caisse d'épargne postale patronnée par les Japonais virent leurs avoirs fondre sous l'effet de l'inflation, tandis qu'environ 3 millions de dollars furent retirés de la British Post Office Savings Bank pendant l'occupation.[8]

Les Japonais déplacèrent aussi une partie de la population chinoise hors de la ville pour cultiver des vivres. L'Overseas Chinese Association contribua à réinstaller des familles chinoises à Endau, dans le Johor, pour la New Syonan Model Farm (ferme modèle de la Nouvelle Syonan).[9] Ces programmes offraient aux autorités un moyen d'atténuer la pénurie alimentaire. Pour les colons, ils signifiaient la perte de leurs moyens de subsistance urbains et l'abandon de compétences commerciales au profit d'une agriculture de subsistance.

Idée reçue

Le billet banane est parfois présenté comme une monnaie que l'on aurait simplement imprimée jusqu'à l'hyperinflation dès le départ. Les sources historiques sont plus nuancées. Pendant la première année, les billets circulèrent au pair aux côtés de la monnaie britannique, et l'inflation mensuelle resta en dessous du seuil strict de l'hyperinflation jusqu'aux dernières semaines de la guerre. La monnaie conserva une fonction de transaction parce que les Japonais contrôlaient les marchés des denrées alimentaires, des matières premières et du travail. Ce qu'elle n'acquit jamais, c'est une fonction de réserve de valeur, qui resta l'apanage de la monnaie d'avant-guerre, détenue en secret et échangée entre personnes qui se faisaient confiance.

Notes

1. Wikipedia, « Japanese occupation of Singapore » (consulté en novembre 2026) : la purge commença trois jours après la capitulation, le 18 février 1942 ; Wikipedia, « Sook Ching » (consulté en novembre 2026) : le Sook Ching se déroula du 18 février au 4 mars 1942, une « systematic purge and massacre » des « anti-Japanese elements » présumés. Wikipedia, « Japanese occupation of Singapore » (consulté en novembre 2026) : les victimes étaient

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

principalement des hommes âgés de 18 à 50 ans ; Wikipedia, « Sook Ching » (consulté en novembre 2026), sur le filtrage des hommes chinois et le rôle de la Kempeitai. Wikipedia, « Japanese occupation of Singapore » (consulté en novembre 2026) : 66 civils furent tués sur la plage de Changi le 20 février 1942 ; quelque 300 à 400 civils furent tués à Punggol le 23 février 1942. ↩

2. Wikipedia, « Sook Ching » (consulté en novembre 2026) : le Japon fit état de « no more than 6,000 deaths » ; Lee Kuan Yew déclara que les chiffres vérifiables le porteraient à « about 70,000 », y compris en Malaisie ; l'analyse rétrospective évalue le bilan « at about 25,000 to 50,000 in Singapore itself ». Timothy Pwee, « A War Crimes Trial Snapshot », *BiblioAsia*, vol. 11, n° 4, janvier–mars 2016 : la déclaration sous serment du lieutenant-colonel Hishakari Takafumi « claimed that the plan was to kill 50,000 Chinese ». ↩

3. Lee Meiyu et Seow Peck Ngiam, « The Singapore Chinese Community During the Japanese Occupation », *BiblioAsia*, vol. 18, n° 2, juillet–septembre 2022 : la Syonan-to Overseas Chinese Association fut créée en mars 1942 sous l'administration militaire japonaise ; sa première réunion se tint au Goh Loo Club le 2 mars 1942 ; « Lim Boon Keng was its president ». ↩

4. Wikipedia, « Mamoru Shinozaki » (consulté en novembre 2026) : l'Overseas Chinese Association fut fondée le 2 mars 1942 en tant qu'organisme patronné par les Japonais ; le Welfare Office dirigé par Shinozaki délivra « thousands of Good Citizen's Ticket[s] » ; son rôle dans le Sook Ching et l'OCA est contesté. ↩

5. Lee Meiyu et Seow Peck Ngiam, « The Singapore Chinese Community During the Japanese Occupation », *BiblioAsia*, juillet–septembre 2022 : l'association devint pour les autorités japonaises un moyen d'extorquer 50 millions de dollars à la communauté chinoise de Malaisie sous la forme d'une « donation » ; l'échéance initiale du 20 avril 1942 fut reportée au 20 mai, puis au 25 juin. Lee Meiyu et Seow Peck Ngiam, *BiblioAsia*, juillet–septembre 2022 : les groupes dialectaux furent chargés d'examiner mutuellement leurs patrimoines ; « Those who owned assets worth more than $3,000 were taxed 8 percent », tandis que les personnes dont le patrimoine était inférieur à 3 000 dollars étaient exonérées. ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

6. Google Arts & Culture / National Heritage Board, Singapour, « The Overseas Chinese Association, Syonan. To Yokohama Specie Bank, Limited. Document of Lien », 23 juin 1942 (Personal Collection of Alex Tan Tiong Hee, Trustee of Settlement of Dr Lim Boon Keng) (consulté en novembre 2026) : Lim et d'autres dirigeants reçurent l'ordre de réunir 50 millions de dollars ; 28 millions furent réunis et les hommes d'affaires furent contraints d'emprunter le reste ; onze hommes d'affaires signèrent, Lim Boon Keng en premier. Wikipedia, « Lim Boon Keng » (consulté en novembre 2026) : la « donation » s'élevait à 50 millions de dollars des Détroits, dont « only 28 million dollars were raised with much difficulty », le reste étant prêté par l'intermédiaire de la Yokohama Specie Bank. Lee Meiyu et Seow Peck Ngiam, *BiblioAsia*, juillet–septembre 2022 : le déficit fut couvert par un prêt de la Yokohama Specie Bank « at an interest rate of 6 percent per annum », remboursable dans un délai d'un an. Bukit Brown Heritage, « 27 Tan Ean Kiam 陳延謙 » (auteur Lee Chyen Yee, consulté en novembre 2026) : l'association réunit les 50 millions de dollars grâce à un prêt de la Yokohama Specie Bank, et Lim Boon Keng les remit au général Yamashita le 25 juin 1942. ↩

7. Bukit Brown Heritage, « 27 Tan Ean Kiam 陳延謙 » (consulté en novembre 2026) : Tan Ean Kiam fut coopté dans l'association ; « As a banker, he was involved in raising the $50 million ransom demanded by the Japanese » ; il mourut le 30 mars 1943. ↩

8. Lee Meiyu et Seow Peck Ngiam, *BiblioAsia*, juillet–septembre 2022 : des sociétés japonaises reprirent l'ensemble des activités d'importation et d'exportation de denrées alimentaires, et les grossistes et détaillants locaux avaient besoin de l'autorisation de l'armée japonaise pour poursuivre leur activité. Kratoska, « Banana Money », 1992, note 24 (notes de référence consultées sur Cambridge Core, novembre 2026) : les comptes de la Dai Nippon Post Office Savings Bank s'élevaient en moyenne à 81 dollars à la fin de l'occupation ; environ 3 millions de dollars furent retirés de la British Post Office Savings Bank pendant l'occupation. ↩

9. Lee Meiyu et Seow Peck Ngiam, *BiblioAsia*, juillet–septembre 2022 : l'association contribua à réinstaller des Chinois à Endau, dans le Johor, pour la

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

New Syonan Model Farm et encouragea le défrichage et les cultures vivrières. ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.